

L'économie française se porte mal. L'Allemagne peut-elle servir de modèle ?

Notre cher Président d'honneur a publié récemment un éditorial à juste titre pessimiste sur la croissance française « oubliée » en la comparant à l'allemande. Il aurait pu ajouter qu'on a appris récemment que l'Allemagne et des Pays-bas avaient dépassé les exportations agricoles de la France! Si notre pays à forte tradition rurale et inspirateur de la PAC se situe derrière des pays plus petits et/ou moins favorisés en termes de potentiel agraire, il n'est que temps de s'inquiéter !

Cependant, il faut être prudent avec les statistiques. Il s'avère que les chiffres publiés sur le différentiel de coût du travail horaire entre la France et l'Allemagne en 2010, respectivement de 30,2 et de 37, 2 E repris par le MEDEF étaient erronés. Ils s'appuyaient sur des données d'Eurostat venues de l'INSEE et reconnues comme fausses par ce dernier. En 2008, le coût du travail dans la manufacture atteignait 33,16 E en France et 33,37 E en Allemagne.¹ En incluant la construction et les services, les chiffres étaient respectivement de 31,53 et de 28,91 E. L'écart, plus important, est tout de même sensiblement inférieur à celui indiqué par le MEDEF. De même les données indiquées par ce dernier et Valeurs Actuelles pour la durée annuelle du travail laissent perplexes. 620 heures en France contre 700 en Allemagne ferait moins de 14 heures par semaine, soit beaucoup moins que les 35 heures dans les deux pays! L'INSEE indique, lui, en 2007, 1559 heures en France et 1432 en Allemagne², soit plus chez nous que chez nos voisins! Quant à la durée de travail hebdomadaire pour le travail à temps plein, elles seraient très proches, 41H en France et 41,7 H en Allemagne.³ Et en ce qui concerne les 35 heures que les autorités disent largement « détricotées », le MEDEF semble s'opposer à leur suppression ! Peut-être vaut-il mieux sortir de ces chiffres pour comprendre pourquoi l'industrie allemande est plus brillante que la nôtre, surtout à l'exportation, grâce en particulier au fameux « Mittelstand ».

La première raison est historique. L'Allemagne a su plusieurs fois profiter de ses drames nationaux pour rebondir avec une redoutable efficacité. Après la

¹ Insee et Eurostat le 1/3/2011

² Challenge, le 14/1/2010, Politique économique, citation de l'INSEE

³ Observatoire européen des relations industrielles(EIRO) du 6/1/2011

première guerre mondiale, les vainqueurs, la France en particulier, ont cherché à lui imposer de lourdes réparations afin de brider son Economie. Leur combinaison avec la crise de 1929 a laissé l'industrie allemande dans un état pitoyable qui a facilité sous Hitler une spectaculaire modernisation dont on a constaté les effets pendant la seconde guerre mondiale.

Après cette dernière, l'industrie allemande, très largement détruite par les bombardements alliés, a végété jusqu'à ce que la prise de pouvoir des communistes en Tchécoslovaquie conduise les alliés à aider vigoureusement l'Allemagne fédérale pour l'arrimer à l'Ouest. Cela fut fait grâce à la mise en place d'un système démocratique solide, à une réforme monétaire vigoureuse, à une aide massive dans le cadre du plan Marshall et à la transformation rapide de l'ennemi mortel d'hier en un allié digne de faire partie du noyau fondateur de l'Europe des six. Ce fut le début du miracle allemand.

La réunification, au tournant des années 90, a mis plus de temps à produire des effets positifs, tant les « Osis » avaient pris de mauvaises habitudes. Mais l'ancienne République fédérale en a profité d'abord en attirant plusieurs millions d'anciens habitants de l'Est très motivés à travailler « plus pour gagner plus ». En outre, avec patience et un coût élevé de 1300 MA d'Euros pour l'Allemagne de l'Ouest représentant environ 5% du PIB par an pendant 20 ans, la situation de l'Allemagne de l'Est a fini par s'améliorer ces dernières années. Cet effort a principalement été financé par l'impôt payé par les particuliers de l'Ouest. On le constate en comparant d'un côté l'écart entre les salaires bruts moyens de 2008, à savoir 43942 E en Allemagne contre 32826 E en France, soit 34 % de plus chez nos voisins, de l'autre la différence entre le revenu net moyen après impôt, 25167 E en Allemagne contre 23694 E en France, soit seulement 6% au profit des allemands!⁴ Faudrait-il faire descendre le revenu moyen français après impôt aux environs de 18781 E pour que l'écart net entre les deux pays soit identique à l'écart brut, c'est-à-dire que le taux moyen d'imposition français passe de 27,82% à 42,79%, et que le produit de cette augmentation du taux d'imposition français de presque 54% soit consacré à un fond de rattrapage industriel de la France? Cela paraît difficile ! Notons également que cette importante ponction fiscale permettant aux allemands de financer la réunification, qui doit durer jusqu'en 2019, explique au moins partiellement les réticences de l'Allemagne à faire plus reposer plus sa croissance sur la consommation que sur les exportations!

La deuxième raison est politique et structurelle. Dans le système allemand, les Etats fédérés disposent de beaucoup plus de pouvoirs que les Régions françaises. Et la collaboration favorisée par les pouvoirs des Etats fédérés entre les Directions des entreprises, les Dirigeants syndicaux et les puissantes Caisses d'Epargne Régionales, même si certaines connaissent des difficultés financières,

⁴ Rapport des Comptes de la Sécurité Sociale, juin 2010

a permis le développement d'un capitalisme local et la mise au point de stratégies industrielles régionales destinées à combiner l'exportation active des « Mittelstand » avec la maintien du maximum d'industrie à forte valeur ajoutée en Allemagne⁵.

En France, la majorité des élites sont aspirées par la Capitale. Les aides le plus souvent attribuées par le pouvoir central vont plus facilement vers des champions nationaux. Les Pôles de Développement et la décentralisation universitaire en cours ont été plus orientés vers l'excellence que vers la défense de l'industrie et de l'emploi local. Le résultat est que 1,5 millions de postes ont été perdus dans les industries d'équipement depuis 30 ans. La France s'est « tertiarisée » plus rapidement que sa voisine. Elle était même fière, à la fin du XXème siècle, d'être sur ce point plus « moderne » que lui en oubliant que beaucoup de services sont étroitement liés à l'industrie. Paradoxalement, une France plus « étatisée » que sa voisine a suivi plus fidèlement le modèle américain. Malheureusement, elle n'a pas de Silicon valley » et n'a pas pu comme l'Allemagne renouveler son modèle de capitalisme (rhénan) à travers la réunification. Diminuer la taxation des entreprises moyennes aurait certainement un effet favorable. Mais serait-ce suffisant? Et Comment éviter un effet d'aubaine au profit d'entreprises ni industrielles ni exportatrices ? Comment concentrer les aides sur les entreprises vendant à l'étranger? Quand beaucoup d'entre elles font une grande partie de leurs bénéfices à l'étranger en y payant moins d'impôt, comment assurer le maintien du maximum d'industrie à forte valeur ajoutée sur le territoire national ? Si l'on ne peut pas, comme l'Allemagne s'appuyer sur un « esprit de clocher », faut-il, par exemple, imposer au niveau français ou européen si possible, une taxe sur les importations (TVA ?) et/ou sur l'excès d'optimisation fiscale, dont le produit serait versé à des entreprises compétitives à condition qu'elles investissent, embauchent et produisent en France ou en Europe? On ne se battra avec des concurrents de plus en plus dangereux venus du bout du monde sans des armes adaptées, même si elles sont différentes.

Didier PENE
Professeur Emérite à HEC

⁵ The American Prospect, cité dans Courrier International, du 24/2 au 2/3 2011, p.42